



Séance ordinaire du mardi 3 octobre 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le trois octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Fanny DOMBRE-COSTE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Attractivité - Déploiement du réseau de fibre optique - Conventions entre Montpellier Méditerranée Métropole, Enedis et les opérateurs relatives à l'usage des réseaux publics de distribution d'électricité aériens - Approbation - Autorisation de signature

Madame Hind EMAD, Vice-Présidente, rapporte :

Permettre aux habitants, aux acteurs économiques et aux différents services publics installés sur le territoire l'égal accès au très haut débit constitue un enjeu majeur pour Montpellier Méditerranée Métropole. Afin de faciliter le déploiement du très haut débit sur des infrastructures en aérien, un accord-cadre national a ouvert la possibilité aux opérateurs d'emprunter les supports communs existants, exploités dans le cadre de la concession de distribution d'électricité conclue avec ENEDIS dans le cadre d'une convention tripartite liant l'Autorité Organisatrice de la Distribution publique d'Electricité (AODE), ENEDIS et l'opérateur concerné.

Le projet de déploiement d'un réseau très haut débit par l'opérateur de télécommunications Ielo-Liazo Services sur le territoire de la métropole nécessite que Montpellier Méditerranée Métropole, en tant qu'AODE, et ENEDIS, concluent une convention avec cet opérateur privé de télécommunications.

L'opérateur de télécommunications Nexloop porte également un projet de déploiement d'un réseau de fibre optique afin de raccorder des sites d'antennes de téléphonie mobile sur le territoire de la métropole. Pour se faire Montpellier Méditerranée Métropole, en tant qu'AODE, et ENEDIS doivent conclure une convention avec cet opérateur privé de télécommunications.

L'article L.45-9 du Code des postes et des communications électroniques et l'article 3 du cahier des charges de distribution publique d'électricité autorisent l'installation sur le réseau concédé d'ouvrages pour d'autres services tels que des services de communications électroniques sous réserve de la signature d'une convention entre l'opérateur chargé de l'établissement et de l'exploitation des ouvrages concernés, le distributeur et l'AODE.

La convention ne garantit pas aux opérateurs concernés la mise à disposition par ENEDIS des appuis techniques aériens. Seul l'accord technique donné par ENEDIS engage les cosignataires de la convention pour l'utilisation d'un ou plusieurs supports. Par ailleurs, les opérateurs Ielo-Liazo Services et Nexloop s'engagent à respecter et à faire respecter par leurs sous-traitants et les éventuels utilisateurs des équipements d'accueil dont ils sont les gestionnaires, l'ensemble des modalités de mise en œuvre et d'exploitation du réseau de communications telles que prévues par la convention. Cela vise notamment les obligations relatives à la sécurité des personnes et des biens, au respect de l'environnement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention relative à l'usage des réseaux publics de distribution d'électricité aériens sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole permettant l'établissement d'un réseau de communication électronique FTTH/FTTB entre Montpellier Méditerranée Métropole, Enedis et Ielo-Liazo Services et entre Montpellier Méditerranée Métropole, Enedis et Nexloop ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 17/10/23

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 octobre 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20231003-248156-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 17/10/23

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention Montpellier2sur3.pdf
- CONVENTION MMM-nexloop-ENEDIS.docx
- Annexe 5 - signée Nexloop (1).pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.